

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 27 octobre 2010

WOENSDAG 27 oktober 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 14 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

01 Questions jointes de

- **M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le rapport du comité de monitoring et le déficit des autorités locales" (n° 454)**

- **M. Steven Vandeput au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "le rapport du comité de monitoring et le déficit des autorités locales" (n° 455)**

01.01 Jan Jambon (N-VA): Il ressort du dernier rapport du comité de monitoring que la sécurité sociale accuserait un déficit de 308 millions d'euros en 2010 et présenterait un excédent de 96 millions d'euros en 2011. L'INAMI prévoit même un excédent de 1 milliard d'euros en 2010 et un équilibre en 2011.

Le transfert des recettes de la contribution complémentaire de crise de 2,77 milliards d'euros du budget général des dépenses à la sécurité sociale est-il dès lors encore indispensable? Est-il encore nécessaire que le financement supplémentaire alternatif des soins de santé passe de 1,68 milliard d'euros à 3 milliards d'euros?

01.02 Steven Vandeput (N-VA): Le 6 octobre dernier, le premier ministre a annoncé dans les médias que la dérogation au programme de stabilité en 2011 sera principalement due aux problèmes des pouvoirs locaux.

Il ressort effectivement du rapport du comité de monitoring que les pouvoirs locaux s'écartent de 0,4 % du PIB du programme de stabilité. Mais le déficit de l'État fédéral s'écarte de 0,5 % de la trajectoire prévue. Les derniers chiffres de croissance du budget économique sont en outre utilisés pour l'État fédéral, alors que pour les pouvoirs locaux on utilise toujours les chiffres du Bureau du Plan de mai dernier.

Quelle est, selon le ministre, l'incidence du retour à la croissance économique, de la hausse des recettes fiscales et de l'enrôlement accéléré sur le solde des pouvoirs locaux pour 2010 et 2011? Lors de la confection du budget et des comptes, comment calcule-t-il le solde des pouvoirs locaux? Quel est, par Région, le montant du solde des pouvoirs locaux?

01.03 Guy Vanhengel, ministre (en néerlandais): L'actuel gouvernement en affaires courantes ne veut pas s'écarter de son mandat. Je ne m'étendrai dès lors pas sur le volet politique de cette question et me cantonnerai à ses aspects techniques.

Les montants de 2,77 milliards d'euros pour 2011 et de 2,55 milliards d'euros pour 2001 ont été arrêtés dans l'article 73 de la loi-programme du 23 décembre 2009.

Cet article dispose, de plus, que le montant de la moitié restante peut être ajusté par voie d'arrêté royal jusqu'au 30 juin de l'année suivante sur la base de nouvelles données relatives au produit intérieur brut ou à la situation budgétaire des régimes de la sécurité sociale. Cette dotation spéciale doit être considérée conjointement avec les prêts octroyés à la Gestion globale des travailleurs salariés à concurrence de 1,712 milliard d'euros en 2010 et 1,066 milliard d'euros en 2011, comme prévu à l'article 74.

Le 22 octobre, le Conseil des ministres a décidé de n'ajuster le montant de la dotation spéciale que si la sécurité sociale réalise un excédent en termes SEC. Par contre, les prêts pour 2010 et 2011 seront modifiés pour couvrir les besoins en trésorerie dans le régime des travailleurs salariés. Ces besoins seront évalués sur la base de la dégradation de la situation de trésorerie entre le premier et le dernier jour de l'année, en tenant compte des remboursements exigibles par les organismes assureurs jusqu'au 30 avril de l'année suivante.

Le versement de la deuxième tranche du prêt 2010 sera suspendu et le solde de ce prêt sera réglé le premier jeudi de février 2011 au plus tard.

Avec ces mesures, le gouvernement réagit, dans les limites de son mandat, à l'amélioration de la situation budgétaire de la sécurité sociale.

La loi du 31 janvier 2007 a introduit un nouveau mécanisme de financement des soins de santé qui limite le financement provenant de la gestion globale de la sécurité sociale. En application de cette loi, un montant de 3 milliards d'euros est maintenant octroyé au financement alternatif par la gestion de l'ONSS, tandis qu'un montant de 302 millions d'euros a été mis à disposition par la gestion financière globale des travailleurs indépendants.

Lors du conclave budgétaire de 2010, le gouvernement a décidé de transférer, pour l'année 2011, 450 millions d'euros aux deux gestions globales de la sécurité sociale, avec un versement de 289 millions d'euros au Fonds pour l'avenir des soins de santé et une provision de stabilité de 50 millions d'euros. Le 13 octobre, le cabinet restreint a décidé de transférer 1,1 milliard d'euros de l'objectif budgétaire des soins de santé à ces gestions globales. Le Conseil général de l'INAMI a entériné ce transfert et la provision de stabilité, et a décidé qu'aucun moyen issu des objectifs budgétaires de 2011 ne serait versé au Fonds pour l'avenir des soins de santé.

Un gouvernement en affaires courantes ne peut débattre d'une éventuelle révision du mécanisme de financement des soins de santé. Nous laissons toutes les options ouvertes, de façon à ce que ce débat puisse être mené dans le cadre de la formation d'un nouveau gouvernement.

Par rapport aux autres pouvoirs, les pouvoirs locaux ont une structure de financement moins tributaire de la conjoncture économique: entre 46 et 47 % de leurs recettes proviennent des transferts de recettes d'autres pouvoirs, en l'occurrence des transferts du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces, de la dotation fédérale des zones de police et des dotations aux CPAS. Ces montants ne s'écartent que très peu de la croissance économique.

Les recettes fiscales constituent leur deuxième source de revenus et sont plus variables en raison de l'évolution de la croissance économique mais surtout du rythme fluctuant de l'enrôlement. Les impôts directs sont les recettes fiscales les plus variables et représentaient en 2009 environ 13 % des recettes totales. Le rythme de l'enrôlement est difficile à prévoir, mais il sera plus rapide en 2010 qu'en 2009. Cette accélération aura un impact négatif sur le solde de l'État fédéral qui devra effectuer des remboursements plus importants, mais aura en revanche un impact positif sur le solde des pouvoirs locaux. Les chiffres précis pour pouvoir calculer ces retombées manquent malheureusement.

Le gouvernement a décidé d'accélérer l'enrôlement et partant, d'améliorer le pouvoir d'achat de 1,15 milliard d'euros pour les derniers mois de l'année. Cette mesure permettra d'atteindre plus aisément les objectifs budgétaires de l'an prochain.

Le comité de monitoring a fait siennes les estimations du Bureau fédéral du Plan pour 2011, à savoir un déficit de 1,6 % du PIB. Si le rythme d'enrôlement demeure inchangé, les recettes des impôts directs seront bel et bien affectées par les effets de la crise en 2011.

Lors de la confection du budget, le gouvernement fédéral part du principe que les accords de coopération relatifs aux objectifs budgétaires seront respectés. Le gouvernement attend des Régions qu'elles exercent

leur pouvoir de tutelle en veillant à ce que les administrations locales se conforment à ces chiffres. Les exposés généraux relatifs au contrôle budgétaire intègrent les objectifs budgétaires 2009-2010 contenus dans le dernier accord de coopération en date, à savoir celui du 15 décembre 2009.

Il conviendra de vérifier dans le courant de l'année si les objectifs fixés dans le cadre des accords de coopération sont atteints. En ce qui concerne les administrations locales, le gouvernement se fonde sur les estimations réalisées par le Bureau fédéral du Plan et par la Banque nationale. Le comité de monitoring a suivi la même logique.

Président: Dirk Van der Maelen.

Dans le cadre de l'élaboration des comptes nationaux par l'ICN, le solde de financement n'est pas tout simplement égal à la somme des soldes budgétaires de l'ensemble des autorités locales. Toutes les données budgétaires des différentes autorités locales ne sont pas disponibles à temps et les soldes budgétaires disponibles ne sont pas compatibles avec la méthode SEC95. Le 16 décembre 2009, le comité de concertation a pris acte du fait qu'un groupe de travail des gouvernements flamand, wallon et bruxellois, examinant les calendriers d'exécution de la méthode SEC95 pour les autorités locales, s'est déjà réuni plusieurs fois. Néanmoins, compte tenu de la complexité de la matière, les travaux avancent assez lentement.

Ni le Bureau fédéral du Plan ni l'ICN n'élaborent les comptes des autorités locales par Région. La banque Dexia publie toutefois chaque année un volumineux rapport sur les finances communales et provinciales qui donne assurément une idée de la situation. Comme chacun sait, pour connaître les cycles de dépenses des communes, il suffit d'observer les chantiers en cours sur les chaussées à mi-législature.

Depuis 2006, les provinces flamandes présentent un solde négatif. Il diminue mais il est encore négatif en 2010 à hauteur de 39,6 millions d'euros. Les provinces wallonnes ont aussi présenté un déficit en 2009. Il est également en diminution et s'élèverait encore à 2,8 millions d'euros en 2010. Ces soldes ne sont pas davantage calculés selon les règles SEC95 et ne peuvent donc être comparés aux données publiées par l'ICN ou le Bureau fédéral du Plan.

L'ICN a généralement besoin de quatre ans pour élaborer les comptes.

01.04 Jan Jambon (N-VA): Je voudrais tout de même livrer un commentaire politique sur cette réponse technique. Lors de la confection du budget, nous avons déjà parlé de la norme de croissance de 4,5 %. Je crois que nous ne divergeons guère de vues à ce propos, mais je comprends que le ministre ne puisse pas faire de commentaire politique à cet instant.

01.05 Steven Vandeput (N-VA): J'ai également un bref commentaire politique à faire. Bien que nous soyons dans un climat de transition, le premier ministre estime devoir, dans les médias, présenter certains aspects sous un jour tendancieux. On manie deux poids et deux mesures: les 0,4 % de divergence des pouvoirs locaux représentent quelque 2 milliards et les 0,5 % pour le fédéral 14 milliards. On donne à penser dans les médias que tout est sous contrôle mais le gouvernement aurait dû prendre des mesures en temps voulu pour être certain de maîtriser son propre budget.

L'incident est clos.

02 Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre du Budget sur "la rebudgétisation au sein du SPF Justice" (n° 518)

02.01 Hagen Goyvaerts (VB): Nous avons pu lire dans le journal *De Standaard* du 24 septembre dernier que le SPF Justice accuserait un déficit de 30 à 40 millions d'euros si toutes les factures en souffrance devaient être payées pour la fin de l'année. Cette information est-elle exacte? Le ministre de la Justice envisage de revoir le budget. Ce réexamen se ferait-il en concertation avec le département des Finances? D'autres SPF connaissent-ils des problèmes similaires? À quels déficits sont-ils confrontés? Comment combler ces déficits?

02.02 Guy Vanhengel, ministre (en néerlandais): Les questions sur la situation du budget du SPF Justice

sont à adresser au ministre de la Justice qui pourra en donner un aperçu précis par le truchement du service Budget et Contrôle de gestion.

Le gouvernement étant en affaires courantes depuis avril 2010, nous ne pouvons en principe plus prendre de nouvelles initiatives depuis cette date. Jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, une discipline budgétaire assortie d'une procédure de contrôle stricte sur les dépenses primaires est imposée. Un comité de monitoring contrôle les liquidations. Les dépenses de personnel font l'objet d'un suivi sur la base des circulaires 600 et 602 du ministre du Budget. Quant aux dépenses de fonctionnement, nous avons recours au système des douzièmes provisoires.

Les dossiers de contrôle relatifs aux marchés publics sont soumis plus rapidement à l'Inspection des Finances et au Conseil des ministres. De nombreux dossiers sont traités par l'ensemble du gouvernement et pas par des ministres à titre individuel. Pour les délibérations budgétaires, le critère des circonstances impérieuses et imprévues est interprété de manière très sévère et seuls les ajustements nécessaires et inévitables sont acceptés et doivent être compensés ailleurs.

Le SPF Budget et Contrôle de la Gestion prépare un deuxième et un troisième feuillet d'ajustement au budget 2010 qui pourront être prochainement soumis au Parlement. Les données des différents SPF sont soigneusement étudiées et nous disposons ainsi d'une vision globale des éventuels dérapages et de la manière dont ils doivent être compensés en interne. Pour des raisons techniques et pratiques, je m'attends, à quelques exceptions près, à des propositions de glissements de lignes de crédit dans tous les SPF.

02.03 Hagen Goyvaerts (VB): Nous rediscuterons donc très probablement de ces ajustements.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 10 h 43.

De vergadering wordt geopend om 10.14 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Jan Jambon aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "het rapport van het monitoringcomité en het tekort bij de lokale overheden" (nr. 454)
- de heer Steven Vandeput aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "het rapport van het monitoringcomité en het tekort bij de lokale overheden" (nr. 455)

01.01 Jan Jambon (N-VA): Uit het recente rapport van het monitoringcomité blijkt dat er voor de sociale zekerheid een tekort van 308 miljoen euro zou zijn in 2010 en een overschot van 96 miljoen euro in 2011. Bij het RIZIV verwacht men zelfs een overschot van 1 miljard euro in 2010 en een evenwicht in 2011.

Is de crisisbijdrage van 2,77 miljard euro vanuit de algemene uitgavenbegroting aan de sociale zekerheid dan nog langer noodzakelijk? Is het nog nodig dat de bijkomende alternatieve financiering voor de gezondheidszorg stijgt van 1,68 miljard naar 3 miljard euro?

01.02 Steven Vandeput (N-VA): Op 6 oktober gaf de eerste minister in de media aan dat de afwijking van het stabiliteitsprogramma in 2011 voornamelijk te wijten is aan problemen bij de lokale overheden.

Uit het rapport van het monitoringcomité blijkt effectief dat de lokale overheden 0,4 procent bbp afwijken van het stabiliteitsprogramma. Maar het tekort van de federale overheid wijkt met 0,5 procent af van het uitgetekende traject. Bovendien worden voor de federale overheid de laatste groeicijfers van de economische begroting gebruikt, terwijl voor de lokale overheden nog altijd de cijfers van het Planbureau van mei worden gebruikt.

Wat is volgens de minister de impact van de aantrekkende economische groei, de stijgende fiscale ontvangsten en de versnelde inkohiering op het saldo van de lokale overheden voor 2010 en 2011? Hoe gaat hij te werk bij het berekenen van het saldo van de lokale overheden bij de opmaak van de begroting en de

rekeningen? Hoeveel bedraagt het saldo van de lokale overheden per Gewest?

01.03 Minister **Guy Vanhengel** (*Nederlands*): Deze regering van lopende zaken wil zich strikt houden aan de lopende zaken. Ik zal dus niet op de politieke kant van de zaak ingaan, maar me beperken tot de technische aspecten.

Zowel het bedrag van 2,77 miljard euro voor 2011 als het bedrag van 2,55 miljard voor 2010 werd in de programmawet van 23 december 2009 vastgelegd, met name in artikel 73.

Dat artikel bepaalt bovendien dat het bedrag van de resterende helft tot 30 juni van het daaropvolgende jaar bij KB kan worden aangepast op basis van nieuwe gegevens over het bruto binnenlands product of de budgettaire situatie van de sociale zekerheid. Deze bijzondere dotatie moet samen worden gezien met de leningen aan het globaal beheer werknemers van 1,712 miljard euro in 2010 en 1,066 miljard euro in 2011, zoals staat in artikel 74.

Op 22 oktober heeft de ministerraad beslist om het bedrag van de bijzondere dotatie enkel aan te passen indien de sociale zekerheid een overschot in ESR-termen realiseert. De leningen voor de jaren 2010 en 2011 worden wel aangepast om de thesauriebehoeften van het globaal beheer in het werknemersstelsel te dekken. Deze behoeften worden geraamd op basis van de verslechtering van de thesaurietoestand tussen de eerste en de laatste dag van het jaar, rekening houdend met de terugbetalingen die de verzekeringsinstellingen kunnen opeisen tot 30 april van het volgende jaar.

De storting van de tweede schijf van de lening 2010 wordt opgeschort en het saldo van deze lening zal worden geregeld ten laatste op de eerste donderdag van februari 2011.

Met deze maatregelen reageert de regering, met respect voor haar beperkte mandaat, op de betere budgettaire situatie van de sociale zekerheid.

De wet van 31 januari 2007 heeft een nieuw financieringsmechanisme ingevoerd voor de geneeskundige verzorging dat de financiering vanuit het globaal beheer van de sociale zekerheid beperkt. In toepassing van deze wet wordt nu een bedrag van 3 miljard euro aan alternatieve financiering vanuit het RSZ-beheer toegekend en is een bedrag van 302 miljoen euro uitgetrokken, afkomstig van het globaal financieel beheer van de zelfstandige werknemers.

Op het conclaaf over de begroting van 2010 heeft de regering beslist om voor 2011 450 miljoen over te hevelen naar beide globale beheren van de sociale zekerheid, met een storting van 289 miljoen euro in het Toekomstfonds en een stabiliteitsprovisie van 50 miljoen euro. Op 13 oktober heeft het kernkabinet beslist om 1,1 miljard euro over te dragen van de begrotingsdoelstelling van de gezondheidszorg naar deze globale beheren. De algemene raad van het RIZIV heeft die overdracht en de stabiliteitsprovisie bekrachtigd en heeft beslist dat geen enkel middel uit de begrotingsdoelstellingen van 2011 zal worden gestort in het Toekomstfonds.

De regering van lopende zaken kan niet debatteren over een herziening van het financieringsmechanisme van de gezondheidszorg. Wij laten alle mogelijkheden open, zodat dit debat kan worden gevoerd bij de vorming van een nieuwe regering.

De financieringsstructuur van de lokale overheden is minder conjunctuurgevoelig dan die van de andere overheden: tussen 46 en 47 procent van hun inkomsten is afkomstig van de inkomstenoverdrachten van andere overheden, met name de overdrachten uit het Gemeentefonds en het Provinciefonds, de federale dotatie voor de politiezones en de toelagen aan de OCMW's. Deze bedragen schommelen nauwelijks tegenover de economische groei.

Fiscale ontvangsten vormen hun tweede bron van inkomsten. Die kennen meer schommelingen, door de economische groei maar vooral door het veranderende tempo van de inkohiering. De meest fluctuerende fiscale ontvangsten zijn de directe belastingen, die ongeveer 13 procent van de totale ontvangsten vertegenwoordigden in 2009. Het ritme van de inkohiering is moeilijk te voorspellen, maar zal in 2010 sneller verlopen dan in 2009. Dit heeft een negatieve impact op het saldo van de federale overheid omdat zij een

grotere terugbetaling moet verrichten, maar een positieve impact op het saldo van de lokale overheden. De precieze cijfers om dit effect in te schatten ontbreken echter.

De regering heeft beslist om de inkohiering versneld te laten verlopen, waardoor we een koopkrachtinjectie doen van 1,15 miljard voor de laatste maanden van dit jaar. Dit vergemakkelijkt het halen van de begrotingsdoelstellingen volgend jaar.

Het monitoringcomité nam voor 2011 de raming van het Federaal Planbureau over, namelijk een tekort van 1,6 procent van het bbp. Bij een constant inkohieringsritme worden de ontvangsten uit de directe belastingen in dat jaar wel getroffen door de impact van de crisis.

Bij de opmaak van de begroting gaat de federale regering ervan uit dat de samenwerkingsakkoorden over de begrotingsdoelstellingen worden nageleefd. De regering verwacht dat de Gewesten er via hun voogdij over waken dat de lokale overheden deze cijfers respecteren. Het laatste samenwerkingsakkoord dateert van 15 december 2009 en slaat op de begrotingsdoelstellingen voor 2009-2010 en de doelstellingen ervan werden opgenomen in de algemene toelichtingen bij de begrotingscontrole.

In de loop van het jaar moet nagegaan worden of de doelstellingen uit de samenwerkingsakkoorden gehaald worden. Voor de lokale overheden baseert de regering zich dan op de ramingen van het Federaal Planbureau en van de Nationale Bank. Het monitoringcomité heeft dezelfde logica gevolgd.

Voorzitter: Dirk Van der Maelen.

Voor de uitwerking van de nationale rekeningen door het INR is het financieringssaldo niet zomaar gelijk aan de som van de begrotingssaldi van alle lokale overheden. De begrotingsgegevens van de verschillende lokale overheden zijn niet allemaal tijdig beschikbaar en de beschikbare begrotingssaldi zijn niet verenigbaar met de ESR95-methode. Het Overlegcomité heeft op 16 december 2009 akte genomen van het feit dat een werkgroep van de Vlaamse, Waalse en Brusselse regeringen, die de tijdsschema's onderzoekt voor de uitvoering van ESR95 voor de lokale overheden, al een paar keer is samengekomen. Door de complexiteit van de werkzaamheden vordert dat echter vrij langzaam.

Het Federaal Planbureau noch het INR werkt de rekeningen van de lokale overheden uit per Gewest. Dexia Bank publiceert jaarlijks wel een stevig verslag over de gemeentelijke en provinciale financiën, dat wel een beeld van de situatie geeft. Iedereen kent ongetwijfeld de uitgavencycli van de gemeenten die af te lezen zijn uit de putten in en de werven op de wegen halverwege de bestuursperiode.

De Vlaamse provincies hebben sinds 2006 een negatief saldo. Dit neemt af, maar het is in 2010 nog negatief met 39,6 miljoen euro. De Waalse provincies hebben in 2009 ook een tekort opgetekend. Ook dit daalt en het zou in 2010 nog 2,8 miljoen euro bedragen. Ook dezealdi zijn niet berekend volgens de ESR95-regels en dus niet vergelijkbaar met de door het INR of het Federaal Planbureau gepubliceerde gegevens.

Het INR heeft meestal vier jaar nodig om de rekeningen op te maken.

01.04 Jan Jambon (N-VA): Op dit technische antwoord wil ik toch een politiek commentaar geven. Bij de opstelling van de begroting hebben wij al gesproken over de groeinorm van 4,5 procent. Ik denk dat wij daarin niet veel van elkaar verschillen, maar ik begrijp dat de minister dat nu niet politiek kan becommentariëren.

01.05 Steven Vandeput (N-VA): Ook ik heb een kleine politieke bemerking bij het verhaal. Hoewel wij ons in een overgangsklimaat bevinden, vindt de eerste minister het blijkbaar toch nodig om in de media bepaalde zaken tendentiekus voor te stellen. Er wordt met twee maten gewerkt: de 0,4 procent afwijking van de lokale overheden betekent ongeveer 2 miljard, de 0,5 procent afwijking van de federale overheid bedraagt 14 miljard. In de media geeft men de indruk dat alles onder controle is, maar de regering had tijdig maatregelen moeten treffen om zeker het eigen budget onder controle te houden.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Hagen Goyvaerts aan de vice-eersteminister en minister van Begroting over "de herbudgettering binnen de FOD Justitie" (nr. 518)

02.01 Hagen Goyvaerts (VB): In *De Standaard* van 24 september stond dat de FOD Justitie een tekort van 30 tot 40 miljoen euro zal hebben als alle lopende facturen betaald worden voor het einde van het jaar. Klopt dat? De minister van Justitie denkt eraan om het budget te herbekijken. Gebeurt dat in samenspraak met Financiën? Hebben andere FOD's gelijkaardige problemen? Met welke tekorten hebben zij te kampen? Hoe kunnen ze verholpen worden?

02.02 Minister Guy Vanhengel (Nederlands): De vraag over hoe het gesteld is met de begroting van de FOD Justitie, moet de heer Goyvaerts aan de minister van Justitie stellen, die via de dienst Budget en Beheerscontrole daarvan een nauwkeurig overzicht kan geven.

Sinds eind april 2010 hebben we een regering van lopende zaken en kunnen we dus in principe geen nieuwe initiatieven nemen. Tot het aantreden van een nieuwe regering wordt een budgettaire discipline opgelegd met een striktere controleprocedure op de primaire uitgaven. Het monitoringcomité controleert de vereffeningen. De personeelsuitgaven worden opgevolgd op basis van de rondzendbrieven 600 en 602 van de minister van Begroting en voor de werkingsuitgaven werken we met voorlopige twaalfden.

Controledossiers inzake overheidsopdrachten worden sneller aan de inspectie Financiën en de ministerraad voorgelegd. Veel dossiers worden afgehandeld door de voltallige regering en niet door individuele ministers. Voor begrotingsberaadslagingen wordt het criterium van dringende en onvoorziene omstandigheden zeer strikt geïnterpreteerd. Enkel aanpassingen die noodzakelijk en onvermijdbaar zijn, worden aanvaard en moeten elders gecompenseerd worden.

De FOD Budget en Beheerscontrole werkt aan een tweede en derde aanpassingsblad voor de begroting 2010, dat wij binnenkort aan het Parlement kunnen voorleggen. De gegevens van de verschillende FOD's worden zorgvuldig onderzocht. Op die manier krijgen we een overzicht van eventuele ontsporingen en van de aanpak om ze intern te compenseren. Ik verwacht dat er om technische en praktische redenen ongeveer in alle FOD's verschuivingen tussen de verschillende kredietlijnen zullen worden voorgesteld.

02.03 Hagen Goyvaerts (VB): Er zal dus waarschijnlijk nog gedebatteerd worden over deze aanpassingen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.43 uur.